

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EQIOM Dunkerque**

Usine de Dunkerque - ZA des Criques  
Port 2774 - 2774 Route du Fossé Défensif  
59140 DUNKERQUE

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\  
EQIOM\_(ex\_HOLCIM)\_Dunkerque\_070.03195\2\_Inspections\20221212\_eau-air\  
Eqiom\_Dunkerque\_rapvi\_070.03195.odt  
Code AIOT : 0007003195

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement EQIOM Dunkerque implanté Usine de Dunkerque - ZA des Criques Port 2774 - 2774 Route du Fossé Défensif 59140 DUNKERQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EQIOM Dunkerque
- Usine de Dunkerque - ZA des Criques Port 2774 - 2774 Route du Fossé Défensif 59140 DUNKERQUE
- Code AIOT : 0007003195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM (ex. HOLCIM) exploite à Dunkerque une unité de granulation de laitiers des hauts-

fourneaux ainsi qu'un centre de broyage de ces laitiers (site objet de la présente inspection).

Le laitier granulé est acheminé par camion du site sidérurgique Arcelor jusqu'au centre de broyage. Le laitier est ensuite moulu dans un broyeur d'une capacité de traitement de 700 000 tonnes par an.

Le laitier moulu est ensuite expédié par camion sur le site Eqiom de Lumbres ou Dannes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : eau - air**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 11.1	/	Sans objet
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 13.2	/	Sans objet
3	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 14.2	/	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 17.2	/	Sans objet
5	Transmission des résultats de surveillance	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 22.7	/	Sans objet
6	plan de secours	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 37	/	Sans objet
7	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a pris note des engagements de l'exploitant de déposer au cours du 1er trimestre 2023 un dossier de porter à connaissance relatif à la collecte des eaux de décantation du laitier brut.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : consommation en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les consommation d'eau potable sont les suivantes : - consommation maximale journalière : 200 m <sup>3</sup> /j - consommation maximale annuelle : 50 300 m <sup>3</sup> /j
<b>Constats :</b> La consommation d'eau déclarée dans GEREPA au titre de l'année 2021 est de 437 m <sup>3</sup> . L'exploitant confirme cette consommation. L'usage de l'eau est lié à un usage sanitaire. Le process ne nécessite pas d'utilisation d'eau. De l'eau pourrait néanmoins être utilisée si le laitier reçu était trop sec. L'exploitant a indiqué que même lors de la période forte chaleur connue cette année 2022, le taux d'humidité du laitier était suffisant et il n'avait pas été nécessaire de l'humidifier. Néanmoins, l'exploitant ne souhaite pas que le volume d'eau autorisé soit revu à la baisse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gestion des eaux en cas d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (telles que les premières pluies d'orage) ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir être confinées sur le site. Les eaux ainsi confinées doivent ensuite être traitées pour être rejetées conformément aux dispositions du présent arrêté ou évacuées pour être éliminées dans une filière dûment autorisée à cet effet. L'exploitant doit pouvoir justifier, à la demande de l'inspection des installations classées, des solutions techniques retenues, permettant le respect de cette prescription. Les organes de commande nécessaires au confinement des eaux en cas de besoin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstance.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un bassin enterré d'un volume de 1 000 m <sup>3</sup> qui fait office de bassin de confinement. Ce bassin est équipé de 2 pompes électriques qui permettent le renvoi automatique des eaux vers le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle. Si besoin, les pompes peuvent être coupées et permettre ainsi de ne plus renvoyer les eaux.
<b>Remarque 1 :</b> le renvoi des eaux se fait automatiquement quand le bassin atteint un volume de remplissage de l'ordre de 25 à 30%. Aussi, il convient de s'assurer que le volume disponible en cas d'incendie est toujours suffisant avec un bassin rempli à 30%.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>14.2.1 - Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries subissent, a minima, un traitement par déshuileur/déboureur, avant de rejoindre le réseau général de collecte des eaux pluviales du site.</p> <p>14.2.2 — Les eaux pluviales du site, constituées des eaux de toitures et des eaux de ruissellement après traitement mentionné au 14.2.1, sont rejetées dans le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle.</p> <p>14.2.2 - Les effluents domestiques sont traités par un dispositif d'assainissement autonome conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996.</p>
<p><b>Constats :</b> La société OSIS est intervenue en août 2022 pour nettoyer l'ensemble du réseau et notamment les 2 déshuileurs.</p> <p>Le bassin enterré fait l'objet d'un nettoyage tous les 2 ans. Le dernier nettoyage a été fait en août 2021.</p> <p>Un nouveau bassin, dénommé ci-après lagune, a été mis en service en juin 2021. Cette lagune permet de récupérer les "égouttures" du laitier (auparavant, ces eaux n'étaient pas captées et s'évaporaient après décantation naturelle). Différents filtres sont présents sur cette lagune et une mise à pH est également réalisée en sortie.</p> <p>Par ailleurs, les eaux pluviales du bassin enterré rejoignent dorénavant cette lagune.</p> <p>Le rejet de cette lagune se fait en amont du déboureur-déshuileur qui se rejette ensuite dans le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle.</p>
<p><b>Remarque 2:</b> Cette modification du traitement des effluents n'avait pas été portée à la connaissance de l'Inspection.</p> <p>Les égouttures du laitier ne peuvent être assimilées à des eaux pluviales.</p> <p>Il convient donc de déposer un dossier de porter-à-connaissance relatif à cette modification.</p> <p>Par courriel du 19/12/2022, l'exploitant a informé l'Inspection de son intention de transmettre au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2023 un dossier de porter-à-connaissance relatif à la collecte des eaux de décantation du laitier brut stocké. Ce dossier portera sur les articles 14 et 15 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2003 modifié et la convention de rejet des eaux modifiée avec le port de dunkerque sera également fournie.</p> <p>A noter que les résultats d'analyses fournis au titre de l'année 2021 suite au prélèvement réalisé le 22/12/2021 sur le rejet d'eau ne mettent pas en évidence une augmentation de la concentration pour les paramètres mesurés (DCO et métaux)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Autosurveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 17.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait effectuer par un laboratoire extérieur agréé, au rejet dans le réseau EP de la zone industrielle , un prélèvement asservi au débit sur une durée minimale de 24 heures. Cette mesure est réalisée au moins 1 fois par an, en portant sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 16 ci-dessus.</p> <p>Les résultats de cette surveillance sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées. Il doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les résultats d'analyses (Laboratoire Flandres Analyses) relatif au prélèvement effectué le 22/12/2021. Le prélèvement ne correspond plus uniquement à un rejet d'eaux pluviales depuis la mise en place en juin 2021 de la lagune. Néanmoins, les résultats ne mettent pas en évidence de dépassements des valeurs limites, à l'exception du pH (9,1 pour un maximum autorisé de 8.5).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir travaillé avec la société ayant installé la lagune pour remédier à ce problème. A ce titre, de nouveaux filtres ont été ajoutés au cours de l'année.</p> <p>Un nouveau prélèvement est programmé le 20 décembre 2022.</p> <p>voir remarque 2</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Transmission des résultats de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 22.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un état récapitulatif trimestriel des résultats de la surveillance imposée au paragraphe 22.5 doit être adressé dans le mois suivant à l'inspection des installations classées. Il doit être accompagné en tant que de besoin de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur des actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les résultats d'autosurveillance du rejet atmosphérique (cheminée 1 qui regroupe les rejets du dépoussiérage du broyeur laitiers, du générateur d'air chaud et du dépoussiérage du broyeur de clinkers). Ces résultats ne mettent pas évidence de dépassement de la valeur limite autorisée de 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour le paramètre poussières qui fait l'objet d'une mesure en continu.</p> <p>Les résultats du contrôle (mesures NOx et Débit) réalisé le 25/03/2022 par Cereco ont été transmis. Ils mettent en évidence une vitesse inférieure à celle imposée (vitesse mesurée = 7,71 m/s – vitesse arrêté préfectoral = 8 m/s). A noter que l'incertitude sur la mesure du paramètre "poussière" est de +/- 0,21.</p> <p>La valeur en NOx est exprimée avec une teneur en O<sub>2</sub> qui n'est pas celle reprise à l'article 22.4 de l'arrêté. Le résultat doit être calculé avec une teneur en O<sub>2</sub> de 3 %.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir remarqué ces 2 écarts.</p> <p><b>Remarque 3:</b> il convient de préciser les mesures mises en place pour respecter la vitesse minimale d'éjection de 8m/s et de transmettre le résultat de la mesure des NOx avec une valeur d'O<sub>2</sub> de 3%.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : plan de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel. Il en assure la mise à jour permanente.</p> <p>L'exploitant intègre dans son plan d'intervention interne la conduite à tenir en cas de fuite de gaz ou tout autre incident de SOLLAC susceptible d'impacter la sécurité des personnes présentes sur les installations (en concertation avec cette dernière).</p> <p>Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.</p> <p>Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.</p> <p>Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis son plan d'intervention interne mis à jour le 02/09/2022.</p> <p>Le document précise la conduite à tenir en cas de risque gaz en provenance de chez Arcelor.</p> <p>L'exploitant confirme qu'il s'agit du seul risque identifié en provenance d'Arcelor.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> La société 1G Foudre a procédé au contrôle annuel visuel le 26/09/2022. Dans son rapport du 29/09/2022, la société a indiqué que les installations étaient conformes mais à néanmoins fait quelques remarques d'améliorations. L'exploitant a indiqué avoir passé commande selon le devis établi par 1G Foudre (cf. compte tenu de l'évolution réglementaire, si l'analyse du risque foudre devait être refaite, il y aurait nécessité d'ajouter des parafoudres). Les travaux seront réalisés par 1G Foudre.</p>
<b>Remarque 4:</b> il convient de transmettre un document qui atteste de la réalisation des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet